



Numéro 251, 10 juin 2013

Négociations et forums internationaux

L'ancien ambassadeur aux changements climatiques japonais plaide pour un prix mondial du carbone

Selon monsieur Mutsuyoshi Nishimura, les difficultés actuelles du marché du carbone réglementaire européen (SCEQE de l'UE ou EU-ETS en anglais) mettent en exergue la nécessité d'appliquer une tarification des émissions de GES à l'échelle mondiale. Il analyse dans un premier temps qu'imposer un prix du carbone à une échelle locale, dans une économie mondialisée, entraîne un risque de perte de compétitivité pour les entreprises visées. Une réglementation mondiale permettrait ainsi de mettre l'ensemble des acteurs économiques sur un pied d'égalité. Le diplomate nippon estime ensuite que c'est l'ensemble des émissions de l'économie qui doivent être visées, contrairement au SCEQE de l'UE qui ne vise que les principaux émetteurs industriels. Cette démarche a pour but de pousser pleinement les investissements vers l'avènement d'un mode de vie pauvre en émission de GES. M. Nishimura déclare finalement que la mise en place d'un prix du carbone doit être conçue dans le but d'atteindre l'objectif défini par la CCNUCC en 2009 à Copenhague, à savoir la stabilisation de la hausse des températures mondiales à 2°C.

Pour consulter le point de vue complet de monsieur Mutsuyoshi Nishimura :

<http://www.rtcc.org/comment-why-its-time-for-a-global-price-on-carbon/>

Nouvelles du marché du carbone

La Corée du Sud pourrait lancer un marché du carbone le plus ambitieux

À 18 mois de la date prévue de son lancement, le projet de système de plafonnement et d'échange de la Corée du Sud apparaît, dans sa forme actuellement, comme étant celui possédant la cible la plus ambitieuse et le prix du carbone le plus élevé. L'analyse des documents actuels de la réglementation par Bloomberg New Energy Finance (BNEF) prédit :

- une cible de réduction en 2020 de -30 % par rapport à celle de 1990;
- une couverture de près de 70 % des émissions du pays;
- un prix pouvant atteindre 90 \$ US par tCO₂éq.

La cible de réduction par rapport aux émissions de 1990 correspond à un effort de -19 % par rapport à celles de 2010. En comparaison, les systèmes européen, australien, québécois et californien visent respectivement des réductions en 2020 de 5 %, 14 %, 15 % et 11 % par rapport à l'année 2010. BNEF prédit ainsi que l'état de la péninsule asiatique devra réduire ses émissions de 836 millions de tonnes de tCO₂éq. en cumulé de 2015 à 2020 par rapport à son cours normal des affaires. Grâce à des prix de l'énergie historiquement haut, l'industrie coréenne est réputée pour son efficacité énergétique. Alors que la quantité de crédit compensatoire utilisable est limitée à 28 %, cet avantage stratégique amenuise encore la marge de manœuvre concernant de potentielles sources de réduction d'émissions de GES. Les acteurs économiques craignent ainsi que le système ne grève leur croissance. C'est pourquoi, les discussions actuellement en cours, entre le gouvernement et le secteur industriel, pourraient modifier la version finale de la réglementation.

BNEF identifie par ailleurs la production d'électricité au charbon comme une source importante de réduction et souligne l'intérêt du pays à étudier la liaison de son système avec les marchés du carbone australien, américain ou européen.

Pour en savoir plus :

<http://theenergycollective.com/silviomarcacci/226386/south-korea-may-launch-world-s-most-ambitious-cap-and-trade-market>

http://www.ieta.org/assets/Reports/EmissionsTradingAroundTheWorld/edf_ieta_korea_case_study_may_2013.pdf

<http://about.bnef.com/white-papers/south-koreas-emissions-trading-scheme/>

Nouvelles du MDP

Mise à jour du rapport concernant le déploiement du MDP en Afrique

Dès 2006, les Parties au Protocole de Kyoto ont reconnu l'importance d'une répartition régionale équilibrée des projets MDP et se sont félicités de la création du Cadre de Nairobi. Cette initiative rassemble des organisations onusiennes et régionales pour soutenir l'accès au mécanisme. Compte tenu des avantages que le MDP peut apporter aux régions les moins développées, les partenaires du Cadre de Nairobi ont commencé à financer des programmes de renforcement des capacités et à apporter du soutien technique au déploiement du MDP, particulièrement en Afrique. Les projets MDP implantés sur ce continent représentent en effet une très faible portion de la totalité qui se répartit principalement en Asie et en Amérique latine.

Le Cadre de Nairobi comporte cinq grands objectifs :

- Développer et renforcer les capacités des Autorités nationales désignées (AND) pour permettre aux pays ciblés de devenir pleinement opérationnels;
- Renforcer les capacités à développer des activités de projets MDP;
- Promouvoir les possibilités d'investissement pour les projets MDP;
- Améliorer le partage d'information et de sensibilisation sur les activités, l'éducation et la formation;
- Favoriser la coordination entre les institutions.

Cette initiative comprend également des mécanismes de financement et des projets consacrés aux pays les moins avancés comme :

- un mécanisme de financement à taux zéro pour le développement des documents descriptifs de projet ainsi que pour les étapes de validation et de vérification, en direction des pays hébergeant moins de 10 projets MDP.
- la mise en place de deux centres régionaux de collaboration en Afrique dont un localisé à Lomé, au Togo. Il a pour but d'appuyer les pays de l'Afrique francophone dans l'identification et la mise en œuvre de projets.

Pour en savoir plus :

http://www.undp.org/content/undp/en/home/ourwork/environmentandenergy/strategic_themes/climate_change/carbon_finance/nairobi_framework/

https://cdm.unfccc.int/Nairobi_Framework/index.html

http://unfccc.int/resource/docs/publications/pub_cdm_africa_finance_2013.pdf

Dossier thématique

Bilan de la Carbon Expo 2013

La Carbon Expo de Barcelone, l'un des principaux lieux de rencontres et d'échange des acteurs du marché du carbone, a fêté ses 10 ans lors de sa dernière session qui a eu lieu du 29 au 31 mai 2013. Cet évènement est organisé par l'Association internationale d'échange des émissions (IETA pour International Emissions Trading Association en anglais) et la Banque mondiale. Il permet aux intervenants, publics et privés, du monde du carbone de prendre le pouls du marché mondial et il constitue un indicateur de sa santé pour les observateurs.

Alors que les organisateurs annoncent la participation de plus de 2 200 personnes provenant de 110 pays comme une preuve du succès de la manifestation, une baisse des inscriptions de 12 % a été relevée par rapport à l'année précédente. Les représentants gouvernementaux et les acteurs du marché volontaire ont marqué leur présence contrairement aux établissements financiers et entreprises promotrices de projet MDP. Cette situation s'explique d'une part par le SCEQE de l'UE qui traverse une crise, et d'autre part par l'émergence et le développement de nombreux systèmes de plafonnement et d'échange dans le monde ainsi que de la croissance constante du marché volontaire.

La difficulté de l'Union européenne à trouver des solutions rapides pour corriger le surplus de quotas d'émission de son système accentue la baisse des prix observés depuis des mois. Comme le SCEQE de l'UE est le principal débouché du MDP, cette chute entraîne la dégringolade des prix des URCE : alors qu'ils s'échangeaient autour de 20 € en 2008, les prix sont actuellement de moins de 0,50 € pour les crédits compensatoires du MDP.

De son côté, le marché volontaire est poussé par la demande des entreprises du secteur privé qui souhaitent de plus en plus réduire leur empreinte carbone. On apprend grâce au résumé du rapport annuel de l'état du marché volontaire du carbone (*State of the Voluntary Carbon Markets* en anglais) d'Ecosystem Marketplace, rendu public lors de l'évènement de la cité catalane, que :

- la quantité mondiale de crédits compensatoires échangés a augmenté de 4 % en 2012 par rapport à 2011 pour atteindre un total de 101 millions d'une valeur de 523 \$ US;
- le prix moyen pondéré au volume d'un crédit volontaire était de 5,9 \$ US, soit légèrement plus faible que les 6,1 \$ US de 2011, mais significativement plus élevé que les prix des URCE;
- la demande européenne a bondi de 34 % l'année dernière pour atteindre 43,4 millions de crédits soit 43 % de la totalité du marché;

- les multinationales constituent près du tiers de la demande avec 27 millions de crédits volontaires;
- il existe une demande des acheteurs à se procurer des crédits qui réduisent non seulement les émissions de GES, mais qui apportent également la preuve de leur bénéfice pour les populations locales.

La Carbon Expo 2013 a également été l'occasion pour la Banque mondiale de rendre public son rapport sur l'analyse de l'évolution du marché du carbone à l'échelle internationale, intitulé en anglais « Mapping Carbon Pricing Initiatives: Developments and Prospects ». Cette étude réalise un état des lieux des initiatives actuelles et en préparation, ayant pour but d'attribuer une valeur aux émissions de GES de par le monde. Elle recommande de mettre en place des mécanismes de flexibilité et d'aligner les objectifs de réduction d'émissions avec les priorités nationales des états et de préparer soigneusement la construction de liaison entre les différents marchés.

Lors de cet évènement, les décideurs politiques et les chefs d'entreprises se sont accordés sur l'urgence à agir sur les enjeux climatiques et se sont exprimés au cours des principales sessions de la Carbon Expo 2013, concernant notamment :

- une feuille de route vers l'avenir du marché du carbone. Berthold Goeke, l'actuel ministre de l'Environnement allemand, a déclaré que « le marché du carbone et la tarification du carbone sont des instruments adaptés et portés vers l'avenir. Cette position reste celle du gouvernement allemand, malgré plusieurs enjeux concernant notre position sur le SCEQE de l'UE »;
- l'objectif de rendre le marché du carbone plus attractif pour le secteur public. Frederico Ramos, le secrétaire d'État à l'Environnement espagnol, a exprimé son point de vue en expliquant que « si nous souhaitons mobiliser les fonds privés, nous avons besoin de trois choses simples. Premièrement, construire un cadre législatif international solide. Deuxièmement, abaisser le risque pour les investisseurs et finalement montrer, à partir du secteur public, un signal clair que les gouvernements sont pleinement investis dans le combat contre les changements climatiques, particulièrement à long terme ».

Le dernier jour a été l'occasion de se pencher sur la situation préoccupante du marché européen et sur les solutions à apporter. Les participants ont convenu du risque de fragmentation des politiques climatiques au sein de l'UE en cas de perte continue de l'influence de son marché du carbone. Puisque le contexte politique en Europe rend la possibilité d'une réforme de structure du SCEQE de l'UE irréaliste avant le renouvellement du parlement et de la commission européenne en 2015, le gel d'une quantité de quotas est perçu comme la seule solution disponible présentement.

Pour obtenir plus de renseignements :

<http://www.carbonexpo.com/home>

<http://www.pointcarbon.com/news/cmd/1.2403963?date=20130605&sdtc=1>

http://www.ecosystemmarketplace.com/pages/dynamic/article.page.php?page_id=9744§ion=news_articles&eod=1

<http://documents.worldbank.org/curated/en/2013/05/17751166/mapping-carbon-pricing-initiatives-developments-prospects>

Sélection de rapports d'intérêt et de sources d'information utiles

- [MitigationMomentum](#) présente la mise à jour de son rapport du mois de juin concernant le développement des NAMA : <http://www.ecn.nl/docs/library/report/2013/e13034.pdf>
- L'[UNEP Risø Centre](#) publie un rapport qui a pour but de décrypter le concept de NAMA : http://www.uneprisoe.org/upload/unep%20ris%C3%B8/pdf%20files/understanding%20the%20concept%20of%20nama_web.pdf
- Le [Gold Standard](#) publie une méthodologie concernant les réductions d'émission de GES dans le cadre de la conservation alimentaire : <http://www.cdmgoldstandard.org/wp-content/uploads/2013/05/GS-low-GHG-food-preservation-meth.pdf>

Projets et programmes d'activités du MDP sur le site de la CCNUCC (mise à jour le 10 juin 2013)

- Projets dans le portefeuille de la CCNUCC : 4,7 milliards de tCO₂éq. attendues d'ici fin 2015 et 7,6 milliards de tCO₂éq. attendues d'ici fin 2020
- Projets soumis pour enregistrement : 129 (48 515 339 tCO₂-éq attendus d'ici fin 2015)
- Projets enregistrés : 6939 (4,7 milliards de tCO₂éq. attendues d'ici fin 2015), dont 531 dans des pays membres et observateurs de l'OIF :
 - Afrique : 2 au Cameroun, 5 en Côte d'Ivoire, 15 en Égypte, 1 au Ghana, 3 à Madagascar, 1 au Mali, 2 à Maurice, 14 au Maroc, 2 en République Démocratique du Congo, 4 au Rwanda, 4 au Sénégal, 5 en Tunisie
 - Amérique latine : 12 en République dominicaine, 20 en Uruguay
 - Asie- Pacifique : 9 au Cambodge, 5 au Laos, 124 en Thaïlande, 239 au Vietnam

- Europe et Asie centrale : 3 en Albanie, 5 en Ancienne République yougoslave de Macédoine, 6 en Arménie, 2 en Bosnie-Herzégovine, 9 à Chypre, 5 en Géorgie, 7 en Moldavie, 6 en Serbie
 - Moyen-Orient : 13 aux Émirats Arabes Unis, 6 au Liban et 1 au Qatar
- Programmes d'activités (PoA) : 148 enregistrés, 3 programmes en cours de validation
- URCE émises pour les MDP : 1 341 961 943
- URCE émises pour les PoA : 58 401
- Méthodologies pour les projets de grande ampleur : 110 approuvées (21 consolidées) dont 2 pour les grands projets Bois/Reboisement (1 consolidée)
- Méthodologies pour les projets de faible ampleur : 89 approuvées dont 2 pour les petits projets Bois/Reboisement
- Prix de l'URCE : 0,41 € (Spot) et 0,42 € (décembre 2013)
- AND (Autorité nationale désignée) notifiées : 160 dont 128 situées en pays non Annexe I
- 41 EOD (Entité opérationnelle désignée) accréditées
- Nombre de pays visés à l'Annexe I ayant une Autorité nationale désignée : 32 dont 15 pays membres et observateurs de l'OIF
- Nombre de pays non visés à l'Annexe I ayant une Autorité nationale désignée : 128 dont 54 pays membres et observateurs de l'OIF
- 38 pays n'ont pas d'Autorité nationale désignée dont 29 pays non visés à l'Annexe I et 14 pays membres et observateurs de l'OIF
- Nombre d'Entités opérationnelles désignées ayant un bureau dans un pays visé à l'Annexe I : 26 (Espagne, Japon, Canada, France, Allemagne, Royaume-Uni, Norvège, Italie, Suisse et Turquie)
- Nombre d'Entités opérationnelles désignées ayant un bureau dans un pays non visé à l'Annexe I : 15 (Afrique du Sud, Chine, Inde, Colombie, Corée du Sud et Malaisie)

Les événements à venir

- 3 au 14 juin 2013, Bonn (Allemagne), 38es sessions des organes subsidiaires de la CCNUCC (OSCST/OSMOE-38)
- 17 juin 2013, journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse
- 18 au 20 juin 2013, Washington D.C. (États-Unis), 44^e réunion du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

Nouvelles Francophones du marché du carbone et du MDP est un bulletin bimensuel édité par l'IFDD dans le cadre de l'Initiative francophone de Partenariat pour le MDP lancée en avril 2005 par la communauté francophone à Montréal. Les bulletins sont rédigés par ÉcoRessources Inc. (<http://www.ecoressources.com/>) pour le compte de l'IFDD.

Pour s'abonner au bulletin : <http://www.mediaterre.org/mailman/listinfo/initiative-mdp>

Vous pouvez écrire à l'animateur du réseau Initiative francophone de partenariat pour le MDP à : initiative-mdp-animateur@mediaterre.org